

Nous publions ici un texte de Jaime Pastor, sous-titré « Du refus de la « caste » à la rupture avec le régime et l' « austéritarisme » », précédemment paru dans le [numéro 25](#) de la revue Contretemps papier. Portant sur la trajectoire politique de Podemos, mouvement dont l'auteur fut l'un des initiateurs, il date de début mars.

Pour comprendre le phénomène Podemos et le tremblement de terre qu'il a provoqué dans la société et dans la politique à l'échelle de l'État espagnol, il importe de rappeler le contexte qui l'a vu surgir. Deux facteurs fondamentaux aident à comprendre les situations qui ont précédé son irruption. Le premier est l'éclatement de la bulle financiaro-immobilière à partir de 2008 et le brusque virage pris alors par le gouvernement présidé par Rodríguez Zapatero qui, avec les « conseils » d'Angela Merkel et de Nicolas Sarkozy, s'est engagé dans une politique de réduction des dépenses sociales.¹ Le second est l'Événement du 15 mai 2011 (le 15 M) [il s'agit de la mobilisation qui a marqué la naissance du mouvement des Indignés - NDLR], qui a ouvert un nouveau cycle de luttes permettant que ce qui n'était jusqu'ici que désaffection citoyenne vis-à-vis de la politique institutionnelle et de ses « représentants » se transforme en une protestation qui proclame « nous ne sommes pas une marchandise aux mains des politiques et des banquiers » et exige une « démocratie réelle ».

Les effets de la crise systémique et le cycle ouvert par le 15 M

Le virage du gouvernement Zapatero en 2008 a mis en évidence l'échec des attentes qu'avait suscitées le « modèle » de « capitalisme populaire » au cours des décennies antérieures, avec la remise en cause des conquêtes sociales qui avaient jusque là été préservées par les gouvernements du PSOE, même dans leur variante « social-libérale ». Le chômage qui s'est massivement développé en quelques années, jusqu'à atteindre 25 % de la population active, en est la plus claire manifestation. La base matérielle de légitimité du régime s'en est trouvée affaiblie, avec une liste ininterrompue de scandales liés à la corruption qui touche aussi bien les partis politiques que la monarchie, ainsi que le pouvoir judiciaire. Sur le plan social, la fragilisation de la légitimité du gouvernement s'est aggravée avec la fracture ouverte au plan national-territorial dans les relations Catalogne-État espagnol, suite à l'invalidation par le Tribunal constitutionnel en juillet 2010 d'une partie significative du nouveau Statut d'autonomie catalan, ce qui actait le rejet d'une voie fédéraliste de reconnaissance de l'identité nationale catalane et des droits qu'elle implique.

Nourri par ce changement brusque de conjoncture, un sentiment de malaise croissant commence à s'exprimer à travers les réseaux sociaux avant d'éclater dans la manifestation du 15 M et le campement de la Puerta del Sol. S'est alors produit un processus de repolitisation de larges secteurs de la population, avec l'entrée en jeu d'une nouvelle génération, qui a gagné un très large soutien dans l'opinion publique. Son « effet de contagion » en à peine plus de trois ans a été énorme, qu'il s'agisse du phénomène des Marées dans l'éducation et la santé (en particulier dans la communauté autonome de Madrid) ou d'une multitude d'initiatives nourries par cet « esprit du 15 M ».

C'est cette « ambiance » du « oui, nous pouvons » qui permet également de comprendre les succès relatifs qu'ont connus des phénomènes antérieurs au 15 M, comme la PAH (plate-forme des victimes de l'hypothèque), une organisation qui a réussi à empêcher un grand nombre d'expulsions visant des personnes et des familles lourdement endettées, en

particulier de nombreux immigrants, victimes du chômage et de l'appauvrissement massif au cours de ces dernières années.

Pourtant, les élections parlementaires de novembre 2011 mettaient en évidence l'énorme contraste entre, d'un côté, l'impact social et la sympathie acquis par le 15 M et, de l'autre, la difficulté à ce que cette influence se traduise sur le plan électoral par la sanction des deux grands partis politiques. On a bien assisté, en effet, à un recul du PSOE, mais la majorité absolue obtenue par le PP a débouché sur un blocage permanent du pouvoir face aux nouvelles revendications quand bien même il ne s'agissait que de réformes élémentaires.² Ce verrou avait déjà été renforcé par le pacte passé entre le PP et le PSOE en plein été 2011 pour réformer l'article 135 de la Constitution, en y spécifiant que le respect du plafond du déficit budgétaire et du paiement de la dette devenait une priorité absolue, une façon d'anticiper sur le Pacte fiscal adopté ensuite par les gouvernements de l'Eurozone.

Avec le reflux du cycle de protestations ouvert par le 15 M et, parallèlement, la poursuite des politiques d'austérité adoptées tant par le gouvernement central que par la majorité des Communautés autonomes que dirigent le PP ou d'autres partis comme Convergència i Unió ou le PSOE, un débat s'est engagé au sein des secteurs les plus actifs et politisés des mouvements sociaux quant à la nécessité d'un nouvel instrument politico-électoral, et a gagné en intensité comme en extension. Ce processus a été encouragé par les événements en Grèce où l'essor d'une formation politique plurielle comme Syriza semblait traduire cette nécessité de transférer au plan électoral le potentiel accumulé par la protestation sociale au cours d'une longue succession de grèves générales.

L'expérience de la campagne électorale en Galice à l'automne 2012 - avec l'irruption fulgurante d'une nouvelle coalition, Alternativa Galega de Esquerda, rassemblant un courant nationaliste dirigé par une personnalité au long parcours, Xosé Manuel Beiras, la fédération d'Izquierda Unida et d'autres courants moins importants - et des initiatives comme Procès Constituant en Catalogne - un mouvement impulsé par des personnalités très connues comme Arcadi Oliveres ou Teresa Forcades et des organisations comme Revolta Global-Esquerra Anticapitalista -, semblaient confirmer cette tendance. Il était possible de créer un nouvel espace politico-électoral où se reconnaissent ceux qui se réclamaient de « l'esprit du 15 M » et aspiraient à une autre politique et à une autre façon de faire de la politique face au bipartisme dominant. Dans la foulée sont apparus d'autres projets comme le Parti X - émanant principalement des réseaux sociaux, avec Hervé Falciani comme candidat - ou Alternativas desde Abajo, avec pour horizon la préparation de listes pour les élections municipales dans un certain nombre de grandes villes.

On a également assisté alors à l'émergence d'un groupe de communication politique, dont Pablo Iglesias était le principal promoteur, qui, s'appuyant sur une chaîne de télévision alternative, La tuerka, au succès grandissant, est devenu une référence pour une partie significative des Indignés actifs sur les réseaux sociaux. C'est ce qui a conduit les chaînes de télévisions conventionnelles à inviter Iglesias pour participer à des émissions de débat politique, où il s'est rapidement affirmé face aux porte-parole de la droite et de la gauche officielles.

Ce groupe a conçu un projet politique à caractère national-populiste (au sens de Laclau³), influencé par les expériences latino-américaines du Venezuela, de la Bolivie et de l'Équateur, dont les enquêtes d'opinion semblaient confirmer la viabilité dans le cas espagnol. Les élections au Parlement européen en mai 2014 apparaissaient comme la meilleure occasion pour ouvrir une brèche dans le système des partis. Cette appréciation

était partagée par Izquierda Anticapitalista (IA) dont certains représentants participaient assidûment à La tuerka et avaient participé à des expériences de travail collectif avec des membres de cette équipe dans le mouvement antiglobalisation ou dans les mobilisations universitaires contre le processus de Bologne.

Le processus de négociation entre les deux parties n'a pas été du tout aisé, avec des différences claires concernant le programme et le discours politique à adopter. Cela s'est tout de suite vérifié avec l'élaboration du manifeste « Mover ficha »⁴ qui, le 17 janvier 2014, a servi de base au lancement de la candidature de Pablo Iglesias sous le nouveau « sigle » Podemos, et qui a pourtant très vite été relégué au second plan. Conformément au modèle populiste, c'est en sa qualité de leader médiatique que Pablo Iglesias a occupé le devant de la scène, d'autant plus qu'il s'est contenté d'un discours simple – le peuple face à la caste – en laissant de côté les thèmes qui, comme la question catalane ou celle de l'immigration, auraient pu faire perdre le soutien de certains qu'anime avant tout la volonté de « gagner » face aux partis de gouvernement.

L'impact croissant de cette candidature, quoi qu'il en soit, favorise le développement rapide des structures de base, les Cercles⁵, et avec le relais innovant et massif des réseaux sociaux, conduit à une progression éclair des adhésions à Podemos. S'ouvre alors la phase d'élaboration du programme pour les élections européennes – fruit d'un processus participatif qui a culminé le 12 avril dans une Rencontre citoyenne – puis le choix d'un candidat, par un mécanisme de primaires ouvertes, qui conduit à la désignation de Pablo Iglesias. Les meetings de la campagne électorale, financée par un crowdfunding qui a dépassé toutes les espérances, rassemblent une assistance massive qu'on n'avait pas connue depuis 1982⁶, et les sondages témoignent d'un essor rapide. Au final, avec cinq eurodéputés élus pour Podemos et l'échec cinglant des deux grands partis, PP et PSOE, on a assisté à l'avènement d'un nouveau scénario politique à l'échelle de l'État espagnol.⁷

Comme le soulignait Brais Fernández dans un bilan couvrant la période avant le 25 mai, Podemos a réussi à utiliser le terme « caste » pour désigner de façon simple et directe les responsables économiques et politiques de la misère, de la fusion des pouvoirs publics et privés [...] Cette aptitude du terme « caste » à symboliser la fusion entre pouvoirs économiques et politiques trouve aussi sa base matérielle dans le mouvement réel : il renvoie au thème fondateur du 15 M qui affirmait que « nous ne sommes pas une marchandise aux mains des politiques et des banquiers ». Un terme aussi ambigu que « caste », sans les expériences collectives qui ont précédé, aurait pu aussi bien incarner une représentation trompeuse de tous les maux quels qu'ils soient, un concept populiste qui occulte les authentiques responsables de la crise, comme cela s'est produit en Italie. [...] Par ailleurs, Podemos a eu l'audace (qu'autorisait la fragilité des adhésions politiques instaurées par le régime en 1978) de disputer au PSOE sa base sociale. En tant que parti politique, le PSOE a incarné ces dernières décennies le principal instrument de l'intégration des classes subalternes dans l'État espagnol, un processus qui a accompagné ses propres subordination et intégration aux appareils d'État. [...] L'effondrement de ce modèle, à partir de la crise de 2008, a également marqué la forte érosion de son référentiel social pour tous ceux qui, jusqu'alors, voyaient dans le PSOE un moindre mal face à la droite. Podemos a su reprendre le mot « socialiste » pour se positionner comme alternative face à la ruine de la « marque d'origine », allant jusqu'à « jouer » de façon discursive sur la coïncidence qui fait que le dirigeant de Podemos porte le même nom que le fondateur du PSOE. »⁸

Après les élections européennes, vers un Podemos triomphant ?

L'irruption de Podemos dans les élections européennes de mai 2014 peut donc être comprise dans le cadre général de la crise de l'Eurozone, de la crise du régime et de la désaffection subie par les grands partis, mais également dans le cadre du nouvel espace de repolitisation citoyenne ouvert par le 15 M, les Marées et la multitude de mobilisations et d'initiatives nées de la base.⁹ Podemos a su faire la jonction avec la recherche d'une nouvelle force politique prête à refléter sur le plan électoral l'indignation d'une part croissante des « gens » face à la « caste » et cela lui donne une grande valeur. Il a ainsi nourri des espoirs de changement qui, pour la première fois depuis la « Transition », permettent de penser qu'il est possible d'offrir une alternative de gouvernement face au bipartisme dynastique en vigueur et au régime. Une alternative qui mise sur le changement politique et sur la rupture démocratique face aux tentatives de recomposition du régime actuel. Ainsi de nouveau, même si les circonstances sont très différentes de celles qui prévalaient sous le franquisme tardif, le dilemme réforme ou rupture tend à revenir au premier plan dans la situation actuelle.

Depuis le 25 mai 2014, on assiste à un véritable tsunami politique qui emporte tout, une succession d'événements – avec notamment l'abdication du roi Juan Carlos I au profit de son fils Felipe VI tout juste quelques semaines plus tard, une façon de freiner la perte de crédit de l'institution monarchique – qui confirment le sentiment de panique des élites gouvernantes face à la menace de déstabilisation politique que représente Podemos dans un contexte où se poursuivent les attaques contre les droits sociaux et les scandales de corruption¹⁰.

En résumé on assiste à la percée dans un électorat transversal, au plan social comme politique, d'un discours « pour le changement » (c'était le slogan de la campagne victorieuse du PSOE en 1982), avec pour axe central « les gens face à la caste » (corollaire du « ceux d'en bas face à ceux d'en haut » qui renvoie au second plan l'axe gauche-droite, même si la majorité de ses électeurs situent Podemos dans la gauche radicale et s'identifient eux-mêmes à une gauche située entre le PSOE et IU¹¹), porté par la figure médiatique centrale de Pablo Iglesias et, plus encore, par le discrédit croissant des deux grands partis et la corruption systémique qui affecte les principales institutions du régime. Au lendemain du 25 mai, de grandes attentes se sont fait jour, stimulées par une série de sondages qui permettent de penser que l'hypothèse de voir Podemos emporter la majorité dans des élections générales est vraisemblable. Il n'est qu'à voir comment les partis du régime et les puissances économiques multiplient leurs efforts pour empêcher un tel scénario.

Il s'agit bien d'un projet qui aspire à gagner une majorité électorale quitte à subordonner à cet objectif l'intégration au discours et au programme d'autres réponses et revendications selon qu'elles aident ou non à la construction d'une unité nationale-populaire la plus large possible. Cela explique comment le programme économique présenté lors des élections européennes a ensuite été modéré sur plusieurs aspects importants, comme ceux relatifs à la dette, l'âge de la retraite, la nationalisation de secteurs stratégiques de l'économie ou la nécessité d'un changement de modèle de production et de consommation pour prendre en compte les dimensions écologiques et de genre de la crise systémique.¹²

Un autre point controversé de ce discours est le recours au signifiant « patrie », avec en outre une référence exclusive à la nation espagnole (même si cela a été ensuite nuancé en parlant de « nation de nations » et même de plurinationalité), un terme traditionnellement utilisé par la droite et qui heurte la sensibilité de larges secteurs en Catalogne, en Euskadi et, même si c'est dans une moindre mesure, en Galice, secteurs où s'affirme la volonté de

rompre avec le régime mais avec l'objectif de mener à bien un processus constituant différent de celui de l'Espagne.

L'Assemblée citoyenne centrale qui s'est tenue en octobre-novembre dernier a décidé majoritairement de conduire ce projet avec une structure organisationnelle centralisée basée sur une « machine de guerre électorale » dirigée par Pablo Iglesias, les décisions étant ratifiées par des mécanismes plébiscitaires à travers les réseaux sociaux. L'équipe dirigeante ne cherche donc pas à construire un parti de militants, ni un parti-mouvement, mais bien un parti électoral d'un type nouveau qui relègue à un niveau subalterne la participation active des cercles de base dans les processus de délibération et de décision de Podemos. Pour autant l'objectif n'est pas de tendre à leur dissolution progressive au profit des nouveaux Conseils citoyens, ni de renoncer à des initiatives ponctuelles de mobilisation sur leurs propres objectifs, comme cela s'est réalisé avec le succès de la marche du changement qui a réuni ce 31 janvier près de 200 000 personnes venues des différents territoires de l'État.

Même avec toutes les réserves que peuvent susciter son évolution vers le « centre » et son modèle organisationnel, il faut pourtant reconnaître que l'hypothèse qui permettrait à Podemos d'obtenir le soutien d'une majorité suffisante pour arriver au gouvernement est devenue un cauchemar pour les « pouvoirs factices » au sein et hors de l'Union européenne. La menace que suppose pour la stabilité du système et de ses intérêts un projet qui aspire à renverser la « caste » et à s'engager dans une nouvelle politique anti austérité, même formulée en termes de « réformisme défensif », suffit à attester que la peur est en train de changer de camp.

Malgré ses désaccords importants avec l'évolution actuelle de la direction de Podemos, Izquierda anticapitalista, devenue Anticapitalistas¹³, est convaincue qu'il faut participer loyalement à la construction et au développement de cette organisation, en essayant dans un même temps de se rapprocher d'autres secteurs et sensibilités qui la composent, avec lesquels un accord pourrait se faire sur des questions qui se poseront dans le futur. C'est ce qui s'est d'ailleurs réalisé lors de l'Assemblée citoyenne à l'échelle de l'État avec la plateforme « Sumando Podemos »¹⁴ et à l'occasion des élections internes des organes dirigeants au niveau local et au niveau des régions autonomes entre décembre et février derniers.¹⁵

L'« effet Podemos », nous l'avons souligné, a déstabilisé le panorama politique et le système des partis en affectant aussi bien le PSOE que IU. Le PSOE tente de se doter d'une nouvelle direction qui rende crédible un projet d'« alternance » face au PP, fondé sur un retour impossible au social-libéralisme et une proposition de réforme constitutionnelle face au défi de la Catalogne, tout en étant obligé de manifester sa disposition à passer un pacte d'État avec le PP face à la menace de rupture. IU, qui est la plus affectée actuellement, à en croire les sondages, par la poussée de Podemos, connaît un processus de rénovation de sa direction qui affirme vouloir converger avec Podemos, sans pour autant remettre en cause des aspects de sa politique institutionnelle, comme sa participation jusqu'à récemment au gouvernement d'Andalousie aux côtés du PSOE ou encore sa tolérance à l'égard du gouvernement du PP en Estrémadure. Il faut néanmoins s'attendre à un certain redressement électoral d'IU, sous la direction d'Alberto Garzón, avec un discours rénové qui même se démarque à gauche sur des éléments programmatiques clés, face à l'« ambiguïté calculée » du discours politique de Pablo Iglesias.

D'autres forces politiques et sociales, de dimension régionale, doivent être prises en compte dans tout projet de construction d'un bloc social et politique par de larges alliances ou, en l'espèce, de convergences dans différentes formations d'unité populaire : c'est le cas

de Bildu-Amaiur, Candidatures de Unitat Popular, Anova, Procès Constituant et de syndicats critiques et alternatifs. Il faut relever que les sondages préélectoraux confirment qu'en Catalogne, en Euskadi et en Navarre, Podemos réussit à occuper un espace politique propre, de caractère largement transversal, qui se différencie de l'axe nationalisme espagnol/nationalismes « périphériques ». Cela exigera en retour que la direction de Podemos se définisse plus clairement sur la question nationale et la revendication du droit à décider – incluant le droit à l'indépendance –, en particulier dans le cas catalan.

Il faut constater par ailleurs un reflux de la mobilisation sociale, contrecarré seulement au cours de l'année écoulée par l'intense campagne du mouvement féministe et d'autres forces politiques face au projet de contre-réforme sur la question de l'avortement, auquel le gouvernement du PP a finalement dû renoncer¹⁶, ainsi que les « Marches de la dignité »¹⁷ qui ont réussi à réunir à Madrid, le 22 mars 2014, plus d'un million de personnes qui réclamaient « du pain, du travail, un toit et de la dignité ». Au-delà du caractère exemplaire de luttes partielles comme celles menées par les travailleurs de Coca-Cola et de certaines entreprises en crise, force est de reconnaître que la population concentre aujourd'hui son attention sur le front électoral. Il ne va pas être aisé de donner aux progrès de Podemos au niveau électoral une contrepartie indispensable en matière de prise de pouvoir populaire dans la rue et sur les lieux de travail.¹⁸

Gagner et gouverner ?

La montée de Podemos dans les sondages¹⁹ génère une contre-offensive croissante des pouvoirs dominants à son encontre. Accusé de vouloir appliquer le « modèle vénézuélien », Podemos se voit aussi mis au défi de présenter un programme de gouvernement « réaliste » et se trouve en permanence confronté à l'accusation de manquements à l'éthique dont elle se réclame, avec la diffusion de soupçons d'éventuels cas de corruption dans ses propres rangs.²⁰

Les élections anticipées du 22 mars au Parlement autonome d'Andalousie pèsent sur la perspective d'emporter les élections générales, dans la mesure où le PSOE se maintient comme première force politique dans cette Communauté, alors que Podemos achève à peine son processus de construction. En mai se tiendront les élections municipales et aux Parlements autonomes (sauf pour les communautés « historiques »), le 27 septembre celles du Parlement catalan et enfin, en novembre, les élections générales. Dans chacune Podemos sera au centre de toutes les attentions et des attentes. Sera ainsi testée sa capacité à se constituer en force capable de l'emporter et de former un gouvernement, face au PP qui veut croire à la remobilisation de son électorat et à sa capacité à gagner le soutien d'une partie des classes moyennes prêtes à voir dans la « reprise économique » actuelle un début de sortie de la crise, plutôt que de s'en remettre aux incertitudes que peut représenter Podemos. Cette « reprise », par ailleurs, ne saurait cacher l'aggravation des inégalités sociales ces dernières années et la situation d'urgence sociale dans laquelle se trouve une partie significative de la population.²¹

Il faudra aussi tenir compte de la poussée dans les récents sondages d'une formation politique déjà représentée au Parlement de Catalogne, Ciutadans, qui a décidé de se développer à l'échelle de l'État et de se présenter aux prochaines élections sous le nom de Ciudadanos. Ciutadans s'est construit en Catalogne en développant un discours anticatalaniste mais en s'affirmant également contre la corruption et pour la laïcité. On peut le caractériser comme un populisme de centre-droit qui défend sur le plan

économique un programme délibérément ambigu mêlant des mesures de lutte contre l'« exclusion sociale » à d'autres de type néolibéral et de rejet de l'immigration. On ne peut pas exclure qu'il puisse empiéter sur l'électorat aussi bien du PP que de l'aile modérée de Podemos.

En Andalousie, la direction de Podemos a décidé de présenter sa propre liste aux prochaines élections – avec comme tête de liste Teresa Rodríguez, militante d'Anticapitalistas –, et les sondages lui donnent autour de 16 %, derrière le PSOE et le PP. Des listes Podemos vont également voir le jour pour l'élection des Parlements autonomes, mais dans la plupart des cas, même avec un score élevé, Podemos ne serait pas en situation de gouverner seul, ce qui aurait pour conséquence très probable de le situer dans l'opposition.

Pour ce qui est des élections municipales Podemos a décidé de ne pas se présenter comme tel, mais de contribuer, là où ce sera possible, à la formation de « listes d'unité populaire » (et non pas d'« union de la gauche », qui évoque une simple addition de sigles). Au-delà des critiques qu'elle a suscitées, cette orientation a eu des effets positifs, avant tout dans les grandes villes où préexistaient des dynamiques unitaires impliquant des secteurs provenant du 15 M ou de mobilisations comme celles organisées par la Plateforme des victimes de l'hypothèque (PAH), mais aussi d'autres formations politiques. C'est le cas de l'initiative Guanyem Barcelona, finalement rebaptisée « Barcelona en Comú », où se sont réunis Procès Constituant, Podem, Iniciativa per Catalunya-Esquerra Unida i Alternativa et un large secteur de militants de toutes sortes, et dont Ada Colau²² pourrait être la tête de liste. Un processus analogue pourrait aboutir à Madrid à partir de la plate-forme Ganemos Madrid, impulsée par des secteurs issus du 15 M et différents mouvements sociaux : un accord a déjà été trouvé avec Podemos pour impulser une candidature commune à la mairie de la capitale sous la forme d'un « parti instrumental » dont le nom n'est pas encore arrêté. D'autres expériences similaires voient le jour dans différentes villes et agglomérations, parfois au prix de tensions en particulier avec les partis qui s'y engagent, comme Izquierda Unida, soumise à des tensions identitaires internes.

Il n'est pas facile de livrer un pronostic quant aux résultats de ces processus électoraux à l'échelle locale, vue la diversité des situations, des configurations politiques et des directions, mais on peut espérer que ces candidatures franchissent le seuil qui leur permettrait, même si elles n'ont pas la majorité, de se renforcer et de favoriser une dynamique plus participative et plurielle qui jouerait à son tour sur l'évolution de Podemos face aux prochaines élections générales. Des difficultés plus sérieuses apparaîtront dans les parlements autonomes comme en Navarre, par exemple, où Podemos peut se voir obligé de choisir entre s'allier avec Bildu (ce que n'apprécierait pas l'équipe de Pablo Iglesias) ou permettre que la droite reste au pouvoir dans cette Communauté.

Plus difficile encore s'annonce le choix que devra faire Podemos après les élections catalanes en septembre, ce choix pouvant s'avérer décisif pour que se dégage une majorité en faveur d'un processus constituant propre à la Catalogne, ou au contraire que cette aspiration soit freinée... dans l'attente d'une victoire de Podemos à l'échelle de l'État, qui autoriserait l'organisation légale d'un référendum en Catalogne.

Il faut encore, évidemment, prendre en compte l'influence que peut avoir le déroulement des événements en Grèce dans les mois qui viennent. Tout pas en avant du nouveau gouvernement de Syriza dans la rupture avec les politiques d'austérité de l'Eurozone et dans le dépassement de la catastrophe sociale qui affecte le peuple grec sera perçu comme une stimulation pour le développement de Podemos. À l'inverse, tout recul partiel, à

l'image de ce qui se passe actuellement, sera utilisé par les partis du régime, à commencer par le gouvernement du PP, pour mobiliser leur électorat en présentant l'expérience grecque comme l'illustration de l'impossibilité de défier les diktats de la « dettocratie ».

Il n'est donc pas évident de miser sur une victoire de Podemos lors des prochaines élections générales qui lui permettrait de former un gouvernement, si on considère les obstacles croissants qu'il va rencontrer. Mais ce qui l'est sans aucun doute, c'est que cette formation peut jouer un rôle clé pour mettre fin à l'actuel système bipartite dominant, en ouvrant un nouveau cycle politique où s'impose définitivement comme enjeu central la question de la réforme ou de la rupture avec le régime et l'austéritarisme.

[NDLR : sur Podemos, on peut lire aussi Jeanne Moisan, [« Espagne : de l'indignation à l'organisation »](#), *La Vie des idées*, 20 mars 2015]

Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons [\(CC BY-NC-ND 3.0 FR\)](#). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

Image en bandeau : [« Strategy »](#) (Dennis Skley, via Flickr).

références

références

- ↑ **1** On trouvera une description des différentes mesures prises en la matière depuis le début de la crise sur le [Wiki #15MPedia](#)
- ↑ **2** L'exigence de réforme du système électoral, clairement favorable aux deux principaux partis à l'échelle de l'État en est un exemple : le parlement n'a même pas répondu à cette demande, le refus par le PP de la prendre en compte ayant toujours reçu le soutien du PSOE.
- ↑ **3** Ernesto Laclau, *La razón populista*, Fondo de Cultura Económica de España, 2005.
- ↑ **4** « Changer de braquet : transformer l'indignation en changement politique », *Inprecor*, 605-606, mai-juin-juillet 2014, p. 11-12.
- ↑ **5** On en comptait 200 le 2 mars et plus de 500 le 22 juin. Lors de l'Assemblée citoyenne à l'échelle de l'État en octobre-novembre il y en avait plus de 1 000, de types très différents, avec des composantes bien plus diverses.
- ↑ **6** Je me réfère à la campagne électorale du PSOE, derrière la candidature de Felipe González, qui a nourri de grandes illusions sur « le changement » après l'échec du coup d'État du 23 février 1981.
- ↑ **7** Cf. « Déclin du bipartisme, ascension de Podemos, renforcement du souverainisme en Catalogne », Jaime Pastor, *Inprecor*, 605-606, mai-juin-juillet, p. 9-10.
- ↑ **8** « Podemos, un grand succès et une grande responsabilité », Brais Fernández, *Inprecor*, n° 605-606, mai-juin-juillet 2014, p. 13-16.

- ↑9 Certains éléments récents le corroborent : en 2004 l'adhésion à « l'économie de marché » avait reculé de 22 points et se situait autour de 45 % ; 54 % de la population considérait avoir régressé sur l'échelle sociale du fait de la crise ; l'intérêt pour la politique a gagné 8 points sur son niveau d'avant la crise ; la fracture citoyens/élite s'approfondit... (« La rebelión de las masas », Belén Barreiro, *El País*, 13 février 2015.
- On n'en finirait pas de détailler les nouveaux scandales qui se sont succédé : on peut relever le « cas Bárcenas », ancien trésorier du PP dont la comptabilité a mis au jour le financement illégal de ce parti durant de longues années ; celui de l'infante Cristina, frère de l'actuel roi Felipe VI, et de son mari Urdangarín, et les affaires qu'ils ont réalisées avec les gouvernements autonomes comme celui de Valence ou celui des Baléares ; celui du détournement de fonds par le gouvernement du PSOE en
- ↑10 Andalousie au détriment des chômeurs, avec la complicité de dirigeants syndicaux ; le « cas Pujol », ex-président de la Generalitat de Catalunya pendant 23 ans, convaincu d'évasion fiscale en Andorre et en Suisse ; celui de Bankia, concernant l'usage abusif de cartes de crédit par des représentants du PP, du PSOE, d'IU, des syndicats CO et UGT... Pour ne pas mentionner de nombreux cas de corruption au niveau local ou des communautés autonomes, liés au « boom » de la bulle immobilière et aux projets d'aéroports... sans voyageurs.
- ↑11 « Cómo es el votante de Podemos », Guillermo Cordero y Mariano Torcal, *El País*, 13 février 2015.
- Ces changements se reflètent dans le document « Un projet économique pour les gens » rédigé, à la demande de Pablo Iglesias, par les économistes Vicenç Navarro y Juan Torres et qui a été présenté fin novembre dernier. Cf. Aitor Rivero, « [Podemos fait part de sa « capacité de manœuvre pratiquement nulle » face à une « bonne partie de la dette »](#) », eldiario.es, 28 novembre 2014. Ce document est mis en cause par différents secteurs de Podemos, en particulier au sein du Cercle économie-écologie-énergie, l'un des plus investis dans les débats ouverts sur la question du programme.
- ↑12 Brais Fernández y Raúl Camargo, « [Movimiento « Anticapitalistas » : ni nacemos, ni morimos ; nos transformamos »](#), 29 janvier 2015.
- ↑13 On trouvera une évaluation de ce processus in Manuel Garí, « Les chemins de Podemos », *Inprecor*, 611, janvier 2015, p. 5-8.
- Dans les régions autonomes, on a vu des candidatures critiques et pluralistes obtenir
- ↑15 de très bons résultats dans des endroits comme l'Aragon, Madrid, la Navarre et les Baléares.
- Toutefois le gouvernement a annoncé son intention d'adopter un décret-loi de
- ↑16 réforme de la loi actuelle sur l'avortement qui obligera les mineures de moins de 16 ans qui veulent avorter à ne le faire qu'avec l'accord de leurs parents.
- Il s'agit d'une plate-forme créée à l'initiative du Syndicat andalou des travailleurs (SAT), en coordination avec d'autres syndicats minoritaires à l'échelle de l'État et un certain nombre de réseaux et d'assemblées issus du 15 M. Les directions des
- ↑17 syndicats majoritaires sont restées à l'écart de cette initiative même s'ils ont au dernier moment appelé à participer à cette journée. Le succès de la mobilisation a néanmoins été affecté par la criminalisation orchestrée par le gouvernement qui s'est servi des incidents violents à la fin de la manifestation.
- ↑18 Les Marches de la dignité ont appelé à une nouvelle journée de mobilisation sur ces thèmes le 21 mars.
- Un [sondage publié le 7 février sur les intentions de vote aux élections générales](#)
- ↑19 donne 27,7 % à Podemos, 20,9 % au PP, 18,3 % au PSOE, 12,2 % à Ciudadanos et 6,5 % à IU.

Le cas Monedero, dirigeant de Podemos, accusé d'avoir fraudé le fisc en ayant transféré par le biais d'une entreprise ad hoc des fonds provenant d'études réalisées pour des gouvernements comme celui du Venezuela, ces fonds ayant ensuite servi à financer La tuerka, est jusqu'ici le plus grave. Les explications de Monedero n'ont pas suffi à dissiper les doutes d'une partie des partisans de Podemos.

Voici quelques éléments récents à ce sujet : 1 personne sur 4 qui veut travailler est au chômage ; 1 chômeur sur 3 ne touche aucune allocation ; 1 jeune sur 2 est sans emploi ; 526 personnes ont perdu leur logement chaque jour en 2012 et elles sont encore 120 dans ce cas par jour en 2014 ; 2,3 millions d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté ; 13 millions de personnes sont menacées de pauvreté et 5 millions sont en situation d'exclusion grave ; 1 % de la population accapare 27 % de la richesse et 10 % en accapare plus de 55 %. (Javier Ayuso, « [Cómo cerrar la brecha](#) », *El País*, 1^{er} mars.)

Ada Colau a été dès le départ l'une des inspiratrices de la PAH avant de devenir la principale porte-parole du mouvement jusqu'à sa démission de la plate-forme en juin 2014.